



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
29 octobre 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-troisième réunion
Montréal, 26 – 30 novembre 2007

**APERÇU DES QUESTIONS SOULEVÉES PENDANT
L'EXAMEN DES PROJETS**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PROJETS ET ACTIVITES PRESENTES A LA 53^e REUNION DU COMITE EXECUTIF

Introduction

1. Le présent document comporte trois sections. La section I fournit les statistiques sur les présentations à la 53^e réunion reçues des agences d'exécution et de mise en oeuvre. Il comprend aussi une évaluation du solde du fonds disponible en fonction de la demande de financement dégagée des présentations, et propose des solutions en matière de gestion du flux de trésorerie en cas de déficit. La section II présente les questions d'orientation déterminées par le Secrétariat à partir de l'examen des présentations à la réunion. La section III, ajoutée à la 52^e réunion, introduit des présentations reçues des agences d'exécution, qui proposent des amendements aux projets approuvés ou aux tranches annuelles des accords pluriannuels. Bien que ces derniers ne comprennent pas de demandes de financement supplémentaire, les modifications proposées peuvent avoir une incidence sur l'attribution et l'utilisation du financement déjà approuvé et des activités des accords en cours. Dans chaque cas, une décision du Comité exécutif est attendue.

Section I. Présentations par les agences bilatérales et les agences d'exécution

2. Le Secrétariat a reçu pour examen à la 53^e réunion, des accords pluriannuels, des projets et des activités d'une valeur totale de 107 492 096 \$ US. Ce montant comprend la valeur totale des nouveaux accords pluriannuels proposés pour approbation en principe.

3. Cette somme couvre aussi 267 demandes de financement, qui comprennent des tranches annuelles particulières et d'autres projets et activités totalisant 103 119 006 \$ US (y compris des coûts d'appui d'agence le cas échéant). Après examen par le Secrétariat, le nombre de projets et de programmes acheminés au Comité exécutif pour examen s'établit à 134 ou 50,2 pour cent du nombre total de demandes de financement reçues, avec une valeur de 81 296 238 \$ US ou 78,8 pour cent de la valeur totale des demandes.

4. La liste des projets recommandés par le Secrétariat pour approbation globale contient 89 activités d'une valeur totale de 20 876 449 \$ US. Ces activités représentent 33,3 pour cent du nombre total de demandes de financement reçues et 20,2 pour cent de la valeur du financement demandé. Une liste de ces projets se trouve à l'annexe I.

5. Quelque 45 projets et activités sont recommandés par le Secrétariat pour examen individuel pour diverses raisons allant du coût du projet au financement alloué au projet à des entreprises établies après juillet 1995. En termes de pourcentage, ces projets forment 16,9 pour cent du nombre total de demandes de financement et 58,6 pour cent de la valeur du financement demandé. La liste des projets d'investissement pour examen individuel se trouve à l'annexe II.

6. Dix présentations ont été jugées incomplètes par le Secrétariat et en conformité avec la décision 50/14. Une liste de ces présentations incomplètes, ainsi que la raison pour laquelle chaque présentation n'a pas été étudiée pour approbation, se trouve au tableau 3 du document sur le retard de présentation des tranches annuelles UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/13, quelque 133 projets ou activités ont été retirés par les agences qui les ont présentés, y compris 95 demandes pour des activités en rapport avec les HCFC.

État du Fonds

7. Au moment de la préparation du présent document, les ressources du Fonds multilatéral s'établissaient à 102 052 565 \$ US, soit 66 013 075 \$ US en espèces et 36 039 490 \$ US en billets à ordre. De la valeur des billets à ordre, 4 579 700 \$ US sont encaissables en novembre 2007. En outre, on estime qu'un autre montant de 11,8 millions \$ US sera disponible comme intérêts créditeurs du Fonds d'ici la fin de l'année. De même, un montant de 317 748 \$ US est retourné à la 53^e réunion dans le contexte du rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources. Le solde de trésorerie du fonds représenterait donc, au total, environ 82 millions \$ US disponibles à ce moment pour financer tout nouvel engagement.

8. Toutefois, la demande totale de financement serait d'environ 87 millions \$ US. Cela comprend 81 296 238 \$ US pour couvrir le financement demandé pour toutes les activités et tous les projets présentés pour examen à la 53^e réunion, si les projets de la liste pour approbation globale et pour examen individuel étaient approuvés au niveau de financement proposé. Il comprend aussi un autre montant de 6,5 millions \$ US pour le budget du Secrétariat et le programme de travail annuel 2008 pour la surveillance et l'évaluation.

9. Bien qu'il pourrait exister un déficit dans le solde de trésorerie pour financer toutes les activités présentées à la présente réunion, en plus du budget du Secrétariat, le solde du fonds de 102 millions \$ US, tel qu'il s'établit maintenant, est plus que suffisant pour financer tous les besoins. Le solde de trésorerie peut aussi changer si des contributions supplémentaires sont reçues en espèces d'ici la 53^e réunion. En même temps, la demande de financement des projets pourrait aussi diminuer à la suite de l'examen et des approbations du Comité exécutif à la réunion.

10. Si la situation du solde de trésorerie ne change pas en rapport avec la demande de financement au moment de la réunion, il faudra accorder la priorité aux décaissements pour les demandes faisant partie du plan d'activités 2007. Les demandes de décaissement anticipé du plan d'élimination accéléré du plan sectoriel de production de CFC en Argentine, le programme de travail 2008 du plan sectoriel de production de CFC de la Chine, et le programme de travail 2008 du plan sectoriel de production de SAO de la Roumanie, devraient être examinés sur la base de la disponibilité des liquidités.

Section II. Questions de politique identifiées pendant l'examen du projet

Demandes d'études sur les HCFC

11. Quelque 96 demandes d'études portant sur les HCFC ont été reçues à la 53^e réunion par le PNUD, le PNUE et l'ONUDI à titre d'amendements au programme de travail. Le nombre de présentations par agence se répartit comme suit : PNUD (22 demandes), PNUE (50 demandes), et ONUDI (24 demandes). Les demandes de certains pays se chevauchaient entre les agences. Treize sont incluses dans les documents d'amendement au programme de travail pour le PNUD et l'ONUDI (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/17 et 19), parce qu'en date du 17 octobre, une lettre d'autorisation du pays bénéficiaire avait été reçue de l'agence présentatrice au Secrétariat, et 83 ne font pas partie de ces documents puisque les lettres pertinentes du pays n'avaient pas été

reçues à cette date. Toutefois, ces demandes font partie du document du plan d'activités UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/5.

12. Deux questions sont associées à ces demandes, tant comme question relative à la procédure que comme question de fond.

13. Conformément à la décision 51/5, où le Comité a décidé : « de retirer les activités sur les HCFC et l'élimination des SAO des plans d'activités 2007-2009 pour le moment, étant entendu que ces questions seront examinées à la première réunion du Comité exécutif en 2008 », les demandes d'études sur les HCFC et les préparations de projet ne devraient pas être examinées à la présente réunion. Toutefois, étant donné la récente décision de la XIX^e réunion des Parties sur l'accélération de l'élimination des HCFC, le Secrétariat a attiré l'attention du Comité exécutif sur le désir du pays à procéder à des études sur les HCFC et laissé le Comité décider de la meilleure façon de procéder. À cet effet, le Secrétariat a toutefois dû s'assurer que certaines exigences légales pour la présentation des demandes de financement au Comité exécutif étaient respectées. Une lettre d'autorisation du pays bénéficiaire est obligatoire depuis le début du Fonds, conformément aux règles de gestion du Fonds multilatéral.

14. En outre, une indication du désir du gouvernement bénéficiaire de procéder à l'étude sur les HCFC, à la suite de la décision de la XIX^e réunion des Parties, a été jugée nécessaire en raison des exigences de la décision XIX/6 en matière d'assistance du Fonds multilatéral pour préparer les plans de gestion pour l'élimination accélérée des HCFC et pour effectuer des études sur les HCFC, et pourrait inciter les pays à revoir leurs demandes d'études sur les HCFC et à décider d'amorcer la préparation du plan de gestion directement en combinant les deux activités.

15. La gestion de la documentation de pré-session s'est toujours révélée un défi de taille pour le Secrétariat, parce que, selon la date d'échéance établie par le Comité exécutif, les documents de la réunion doivent être remis aux membres du Comité exécutif quatre semaines avant la réunion. À cet effet, le Secrétariat a établi des dates d'échéances correspondantes pour la présentation des demandes par les agences d'exécution et, tout en laissant du temps au personnel du Secrétariat pour examiner les présentations, communiquer ses observations aux agences présentatrices, recevoir leur réponse, et éventuellement préparer les documents pour la réunion du Comité exécutif. C'est pourquoi la date d'échéance du 17 octobre a été établie pour la présentation par les agences d'exécution d'une lettre d'autorisation des pays pertinents à l'appui des demandes d'études portant sur les HCFC. Cette exigence a été communiquée aux agences d'exécution le 3 octobre.

16. Pour accommoder davantage la demande des agences d'exécution pour plus de temps afin d'obtenir la lettre d'autorisations du pays, le Secrétariat a convenu avec le PNUE et l'ONUDI que, bien qu'une lettre d'autorisation du pays bénéficiaire soit une condition préalable afin d'inclure des demandes dans le document d'amendements au programme de travail des agences d'exécution pertinentes, ces demandes d'études sur les HCFC qui ne pouvaient être présentées au Comité dans le cadre des amendements au programme de travail parce que les lettres d'autorisations des pays n'avaient pas été envoyées par les agences au Secrétariat avant la date d'échéance seraient incluses dans le document du plan d'activités, et l'ensemble de la question des études sur les HCFC ferait aussi l'objet de discussion dans la note récapitulative. Ces demandes seraient ainsi couvertes dans la documentation pour la 53^e réunion, ce qui

donnerait l'occasion d'en discuter avec le Comité exécutif de la manière jugée appropriée par le Comité.

17. Le Secrétariat souhaite qu'on prenne note qu'il n'a pas examiné les demandes d'études sur les HCFC qui n'étaient pas accompagnées d'une lettre d'autorisation du pays bénéficiaire.

18. La nécessité d'assurer un soutien opportun aux pays visés par l'Article 5 afin de préparer les plans de gestion de l'élimination des HCFC et de procéder à des études visant à améliorer la fiabilité des données de référence est précisée dans la décision XIX/6 de la XIX^e réunion des Parties. Toutefois, le Comité exécutif a déjà financé des exercices similaires, une fois pour la préparation de programmes de pays, et une autre, pour la préparation de plans sectoriels et nationaux d'élimination des CFC, et il a une bonne expérience qui lui permet de gérer l'exercice de planification visant les HCFC. Étant donné le rapport étroit entre la collecte des données et la planification, il serait nécessaire d'examiner d'un point de vue stratégique la possibilité de regrouper les deux activités afin d'obtenir des résultats plus rapides à moindre coût.

19. Le Comité exécutif peut souhaiter examiner cette question dans le contexte de sa discussion du document de travail sur les options visant à évaluer et à définir les surcoûts pour l'élimination de la consommation et de la production de HCFC (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/63).

Mise en oeuvre des lignes directrices des plans de viabilité pour la gestion des stocks de halons

20. Au nom des gouvernements du Kuwait et du Maroc, l'ONUDI a présenté à la 53^e réunion des demandes pour des activités de gestion des stocks de halons qui ne respectaient pas les exigences de la décision 44/8 d), qui « demande aux agences bilatérales et d'exécution intéressées d'aider les entreprises ou les institutions hébergeant des centres de récupération et de recyclage à revoir la planification initiale convenue par les pays et les parties prenantes pour élaborer un nouveau plan d'activités, qui devrait comprendre le calcul du coût d'exploitation et une projection des recettes, ainsi que le coût et les modalités de transport des halons à destination ou en provenance des installations du client. »

21. Les demandes ne comprenaient pas le plan d'activités visant à démontrer la viabilité de la gestion des stocks de halons, et n'identifiaient pas non plus l'institution d'hébergement du centre. Toutefois, les gouvernements du Koweït et du Maroc ont indiqué qu'ils n'appuieraient pas l'exercice par le truchement des forces du marché, tout en fournissant à l'UNO les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre les politiques du gouvernement.

22. Deux projets similaires ont été approuvés, mais le décaissement a été retenu, sur décision du Comité, parce qu'un plan d'activités viable n'avait pas été élaboré. Le premier est le projet de gestion des stocks de halons en Libye approuvé en 2005, où on a demandé à l'ONUDI de retenir le décaissement parce qu'une institution d'hébergement n'avait pas été déterminée pour le centre de halons. L'ONUDI, au nom du gouvernement de la Libye, a déclaré à la 53^e réunion, dans le contexte du rapport sur les retards de mise en oeuvre du projet, qu'une société d'État commerciale (Silamnia Co.), qui se spécialise dans l'importation et l'entretien de matériel de lutte contre l'incendie, avait été recommandée pour héberger l'équipement de récupération et de recyclage des halons, et la préparation des plans d'activités respectifs serait facilitée par la visite d'un consultant international. Il faut prendre note que la Libye est assujettie à un plan d'action

approuvé par les Parties pour les halons (décision XVII/37) et qu'elle s'est engagée envers l'élimination totale des halons en 2008.

23. L'autre projet vise la gestion des stocks de halons en Haïti (à mettre en oeuvre par le PNUE) approuvée en 2006, assorti d'une condition similaire à l'effet qu'aucun financement ne serait décaissé tant qu'un plan d'activités acceptable pour la viabilité de l'exploitation d'une banque de halons n'aurait pas été présenté au Secrétariat. Au moment d'écrire ces lignes, le PNUE n'avait pas présenté le plan d'activités requis.

24. L'ONUDI a reporté les deux demandes de présentations à la 53^e réunion, mais elle demande des explications quant à l'interprétation de la décision 44/8 d), particulièrement en ce qui a trait à : a) si l'institution d'hébergement du centre de halons devrait être connue au moment de la présentation du projet et b) si un engagement du gouvernement à soutenir le centre suffit comme garantie de viabilité.

Définition de la consommation dans le cadre d'un accord basé sur la performance

25. Le plan national d'élimination de la consommation de CFC (NCCoPP) a été approuvé à la 42^e réunion du Comité exécutif par la décision 42/37. L'Allemagne, à titre d'agence d'exécution, a présenté, au nom de l'Inde, une demande d'approbation de la quatrième tranche à la 53^e réunion, mais a par la suite retiré cette demande lorsqu'on s'est rendu compte que certaines exigences ayant trait à la vérification ne pourraient être respectées à temps pour la 53^e réunion.

26. Depuis la présentation initiale, il est devenu apparent que la consommation de l'Inde en 2006 était substantiellement supérieure à la consommation maximale admissible. Bien que la vérification ne soit pas tout à fait terminée, la consommation de CFC en 2006 a été déclarée dans le cadre de l'Article 7 du Protocole. La consommation déclarée est de 3 411,8 tonnes PAO, bien que la consommation maximale admissible en vertu de l'accord soit de 1 560 tonnes PAO. Il semble donc que l'Inde a dépassé la consommation maximale admissible de 1 851,8 tonnes PAO par rapport à l'accord.

27. Il vaut la peine de prendre note que la consommation déclarée de 3411,8 tonnes PAO selon l'Article 7 est aussi de 71,3 tonnes PAO supérieure à l'objectif de conformité de l'Inde dans le cadre du Protocole de Montréal, mais, selon la décision XVIII/17 des Parties, l'Inde a informé le Secrétariat de l'ozone qu'elle avait produit 219,76 tonnes PAO en 2006 pour exportation future afin de répondre aux besoins domestiques de base d'autres Parties. Le Secrétariat de l'ozone présentera ces renseignements au Comité de mise en oeuvre dans un document à titre indicatif seulement. Ce cas est similaire à celui du Venezuela décrit dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/51/37.

28. Le Secrétariat est d'avis que la consommation indiquée dans l'accord entre le gouvernement de l'Inde et le Comité exécutif est calculée, tel que le précise le Protocole de Montréal, selon le mode production + importations – exportations. Par conséquent, le Secrétariat est d'avis que l'Inde ne s'est pas conformée au calendrier d'élimination indiqué dans l'accord. Les questions qui restent, notamment la vérification en suspens de certaines importations et la

question de l'applicabilité des réserves pour exportation à une année future décrite au paragraphe 27 ne modifieront pas substantiellement la situation.

29. L'accord précise que si la consommation de l'Inde, pour quelque raison que ce soit, dépasse la consommation maximale admissible, le pays n'aura pas droit au financement conformément au calendrier de décaissement du financement. Il est de plus stipulé que le Comité exécutif pourra réduire du financement un montant de 14 960 \$ US pour chaque tonne PAO dont la consommation n'aura pas été réduite. Si le Comité exécutif se prévaut entièrement de cette disposition, le montant de la réduction serait de 27 702 180 \$ US comparativement au financement approuvé à la 42^e réunion en principe pour l'ensemble du plan de 6 338 120 \$ US et le total pour toutes les tranches en suspens de 2 195 940 \$ US. Encore une fois, les questions en suspens indiquées ci-dessus (vérification, applicabilité des réserves) ne modifieront pas substantiellement cette situation.

30. Le gouvernement de L'Allemagne, à titre d'agence d'exécution, a informé le Secrétariat que le gouvernement de l'Inde est fortement préoccupé par l'accumulation des réserves et qu'il a déjà pris des mesures visant à s'assurer que ce scénario demeure un cas exceptionnel en 2006. Pour régler le problèmes des fortes réserves, le gouvernement de l'Inde a émis un ordre du bureau répartissant la production ainsi qu'une partie des réserves entre le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et celui des inhalateurs à doseur pour les années allant de 2007 à 2010 inclusivement. Le gouvernement de l'Inde est d'avis que cela permet d'assurer la conformité future l'accord, tout en s'assurant d'un approvisionnement en CFC qui satisfasse aux exigences du secteur des inhalateurs à doseur. Cet ordre du bureau, qui a été envoyé au Secrétariat par le gouvernement de l'Allemagne, démontre que l'Inde est sous l'impression que la consommation de CFC pour les inhalateurs à doseur ne fait pas partie de la définition de consommation dans l'accord en rapport avec le NCCoPP. Le gouvernement de l'Allemagne, à titre d'agence d'exécution du NCCoPP, a demandé au Secrétariat de présenter la question au Comité exécutif comme une question d'orientation visant la « Définition de la consommation dans le cadre de l'accord basé sur l'efficacité ».

31. Le Comité exécutif pourrait aussi trouver les renseignements suivants utiles en vue d'une discussion à ce sujet :

- a) Selon l'ordre du bureau indiqué, l'Inde continuera probablement de consommer des CFC à un niveau supérieur à celui de la consommation maximale admissible indiquée dans l'accord avec le Comité exécutif;
- b) Le gouvernement de l'Allemagne a informé le Secrétariat que les dépenses passées et le calendrier de mise en oeuvre suggèrent que le Comité exécutif pourrait désirer régler ce problème bientôt, puisque le projet n'est pas dans sa phase initiale et que la structure importante et complexe de la mise en oeuvre (unités de formation, etc.) dépend de l'exploitation continue afin d'éviter la désintégration. Le financement disponible pour la mise en oeuvre devrait devenir nul entre les 54^e et 55^e réunions; et
- c) Le gouvernement de l'Allemagne a attiré l'attention sur la pertinence possible de

la décision XVIII/16 de la réunion des Parties « Décision XVIII/16 : Difficultés auxquelles doivent faire face certaines Parties visées à l'article 5 qui fabriquent des inhalateurs-doseurs utilisant des chlorofluorocarbones ».

32. Le Comité exécutif pourrait souhaiter conseiller les gouvernements de l'Allemagne et de l'Inde sur la définition de la consommation dans le cadre de l'accord et des questions afférentes, en tenant compte de la définition indiquée dans le Protocole de Montréal.

Section III. Présentations avec amendements proposés à des projets en cours

33. Les présentations suivantes ont été reçues dans le cadre de cette section.

Pays	Présentation	Agence d'exécution/ Organisation
Iran	Élimination des CFC dans les inhalateurs à doseur (suivi de la décision 52/33)	ONUDI
Kenya	Projet de bromure de méthyle	Gouvernement de l'Allemagne, PNUD et ONUDI

République islamique d'Iran

Élimination des CFC dans les inhalateurs à doseur (suite de la décision 52/33)

Description du projet

34. Au nom du gouvernement de la République islamique d'Iran, l'ONUDI a présenté pour examen par le Comité exécutif à sa 52^e réunion la stratégie nationale visant l'élimination des CFC dans les inhalateurs à doseurs en même temps qu'une proposition de projet pour l'élimination de 96,4 tonnes PAO de CFC utilisées pour la fabrication d'inhalateurs à doseur. À la demande du gouvernement de l'Iran, la stratégie de transition serait mise en oeuvre par le PNUE.

35. Par le truchement de sa décision 52/33, le Comité exécutif approuvé la stratégie de transition et le projet d'élimination de la consommation de CFC pour la fabrication d'inhalateurs à doseur en République islamique d'Iran au montant de 3 529 508 \$ US plus coûts d'appui d'agence de 264 713 \$ US pour l'ONUDI, sous réserve d'une déduction de 465 500 \$ US à être appliquée au financement approuvé pour le projet de conversion des inhalateurs à doseur ou pour le plan national d'élimination (PNE) de l'Iran, ou les deux, au gré du pays, afin d'éliminer le double comptage du financement. On a demandé à l'ONUDI d'indiquer dans un rapport au Comité exécutif à sa 53^e réunion le choix qui a été fait en ce sens.

36. Par le truchement d'une communication officielle du gouvernement de l'Iran, l'ONUDI a été informée que le gouvernement avait convenu « après une discussion avec les agences d'exécution et les bénéficiaires iraniens pertinents, d'appliquer la troisième option proposée par le Comité exécutif, soit de déduire un montant de 465 500 \$ US des deux montants respectifs

approuvés pour le projet de conversion des inhalateurs à doseurs et le PNE de façon égale (50 pour cent chacun). »

Observations du Secrétariat

37. Pour faire suite à une demande du Secrétariat, le gouvernement de l'Allemagne a présenté une révision de l'accord approuvé entre le gouvernement de l'Iran et le Comité exécutif à la 41^e réunion, qui indique le retour de 232 750 \$ US, comme suit : 27 328 \$ US du financement de l'ONUDI pour 2008 et 205 422 \$ US du financement approuvé pour l'Allemagne en 2009.

38. Le Secrétariat prend aussi note que le retour de 232 750 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 17 456 \$ US pour l'ONUDI, du projet d'inhalateurs à doseur qui avait été approuvé par le Comité exécutif à sa 52^e réunion est traité dans le cadre du rapport sur les soldes et du document sur la disponibilité des ressources (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/4).

Recommandation du Secrétariat

39. Le Comité exécutif peut souhaiter :

- a) Prendre note que le retour de 232 750 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 17 456 \$ US pour l'ONUDI, qui représente 50 pour cent de la déduction de 465 500 \$ US appliquée au projet en vue de l'élimination des CFC utilisés pour la fabrication d'inhalateurs à doseur en Iran approuvé à la 52^e réunion, est traité dans le cadre du rapport sur les soldes et du document sur la disponibilité des ressources (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/4); et
- b) Approuver les modifications suivantes à l'appendice 2-A et l'appendice 6-B du plan national d'élimination des CFC de l'Iran, ce qui reflète l'autre 50 pour cent de la déduction associée au projet de conversion des inhalateurs :

Tableau révisé de l'Appendice 2-A

(US \$)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Agence d'exécution									
Financement annuel GTZ	694 124	946 405	479 045	1 007 124	920 868	729 846	512 208		5 289 620
Coûts d'appui	76 354	104 105	52 695	110 784	101 295	80 283	56 343		581 859
Total GTZ	770 478	1 050 510	531 739	1 117 908	1 022 163	810 129	568 551		5 871 479
Agences de coopération									
Financement annuel de la France	1 006 620		500 000						1 506 620
Coûts d'appui	110 728		55 000						165 728
Total de la France	1 117 348		555 000						1 672 348
Financement annuel du PNUE	140 253								140 253
Coûts d'appui	18 233								18 233
Total du PNUE	158 486								158 486
Financement annuel de l'ONUDI	361 840	2 104 066	742 449	66 224	36 179				3 310 757
Coûts d'appui	27 138	157 805	55 684	4 967	2 713				248 307

(US \$)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Total de l'ONUDI	388 978	2 261 871	798 132	71 190	38 892				3 559 064
Financement annuel du PNUD		770 000							770 000
Coûts d'appui		57 750							57 750
Total du PNUD		827 750							827 750
Total général									
Subvention totale demandée	2 202 837	3 820 471	1 721 493	1 073 348	957 047	729 846	512 208		11 017 250
Coûts d'appui accumulés	232 453	319 660	163 379	115 750	104 009	80 283	56 343		1 071 876
Coûts totaux	2 435 290	4 140 131	1 884 872	1 189 098	1 061 056	810 129	568 551		12 089 127

Tableau révisé de l'Appendice 6-B

Activité des sous-secteurs	PAO	CE	Total partiel	Total	Agence de coordination
Réfrigération (fabrication)	56,0	13,75		770 000	PNUD
Réfrigération (montage)	135,0	6,84		923 245	ONUDI
Climatiseurs d'automobile	424,4	5,00		2 122 000	
Investissement/récupération et recyclage			1 506 620		FRANCE
Programme formation/AT			615 380		GTZ
Entretien des unités domestiques et commerciales	475,0	5,00		2 347 672	ONUDI
Investissement/récupération et recyclage					
Élément incitatif/formation (Formation des agents de douane)					
Secteur des mousses	608,4	6,57		3 997 188	GTZ
Secteurs des solvants et des aérosols	9,6	4,15		39 840	ONUDI
Total partiel	1 708,4			10 199 945	
Gestion de projet et soutien aux politiques				817 305	
Soutien aux règlements et politiques			140 253		PNUE
Unité de gestion et de surveillance			677 052		GTZ
Total	1 708,4	6,59		11 017 250	

Sommaire de la part des agences

Agence	Secteur	Financement
PNUD	Réfrigération (fabrication)	770 000
ONUDI	Réfrigération (entretien) / montage/solvants	3 310 757
FRANCE	Récupération et recyclage des climatiseurs d'automobile	1 506 620
PNUE	Réglementation	140 253
GTZ	Mousses, formation en climatiseurs d'automobile, gestion	5 289 620
		11 017 250

- c) De prendre aussi note que cet accord révisé remplace l'accord convenu entre le gouvernement de la République islamique d'Iran et le Comité exécutif à la 41^e réunion.

Kenya

Projet de Bromure de Méthyle

Description du projet

40. Au nom du gouvernement de la République du Kenya (le « Kenya »), le gouvernement de l'Allemagne et le PNUD ont présenté à la 53^e réunion un rapport périodique sur la mise en oeuvre du projet sur le transfert de la technologie visant l'élimination du bromure de méthyle pour la fumigation des sols au Kenya, et une demande pour remplacer le PNUD par l'ONUDI comme agence d'exécution.

Données générales

41. À sa 38^e réunion, le Comité exécutif a approuvé en principe un montant de 1 595 811 \$ US pour réaliser l'élimination totale de bromure de méthyle utilisé pour la fumigation des sols au Kenya. De ce montant, 574 492 \$ US ont été accordés au gouvernement de l'Allemagne pour l'élimination du bromure de méthyle utilisé en horticulture et 1 021 319 \$ US au PNUD pour l'élimination de bromure de méthyle utilisé pour les fleurs coupées. Le financement total approuvé en principe a été décaissé aux agences en tranches approuvées aux 38^e, 39^e, 42^e, 44^e et 50^e réunions du Comité exécutif.

Rapport périodique

42. Le projet travaille avec des intervenants allant des petits forums de propriété locale à de moyennes et grande fermes qui utilisent du bromure de méthyle. Depuis l'approbation du projet, plusieurs technologies de remplacement ont été introduites et leur viabilité à long terme fait l'objet d'un suivi intensif. Des programmes de formation particuliers pour les agriculteurs et les parties intéressées se poursuivent sur les fermes et aux installations de formation, où des solutions de remplacement qui ont réussi et qui fonctionnent sont en démonstration. En outre, plusieurs fermes non détenues par des Kényans qui n'ont pas reçu d'assistance directe, mais qui ont reçu de l'information sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle faisant partie du projet ont adopté des technologies de remplacement, ce qui a contribué à l'élimination du bromure de méthyle au Kenya.

43. En août 2006, le Ministère de l'Environnement et des ressources naturelles a signé des règlements en matière de SAO afin de contrôler les importations, les exportations, et d'autres aspects de l'utilisation des SAO, y compris le bromure de méthyle. Ces règlements ont été publiés dans le Supplément de la Gazette du Kenya du 31 mai 2007. Le Département de la conformité et de la mise à exécution est à les mettre en oeuvre, en consultation étroite avec la Commission de contrôle des produits antiparasitaires du Kenya et le Bureau de l'ozone.

44. À la fin d'août 2007 :

- a) Quelque 56,7 tonnes PAO de bromure de méthyle avaient été éliminées (32,9 tonnes PAO dans le secteur des fleurs coupées et 23,8 tonnes PAO dans le secteur de l'horticulture);

- b) Du financement total approuvé jusqu'à maintenant (1 595 811 \$ US) pour la mise en oeuvre des deux éléments du projet, un montant de 659 \$ US n'avait pas encore été décaissé par le PNUD.

Plan d'action de 2008

45. Les activités particulières de l'équipe de projet en 2007-2008 comprendront des ateliers de formation pour d'autres utilisateurs de bromure de méthyle et autres parties pertinentes, et l'on poursuivra la production et la dissémination de l'information. De l'assistance technique sera aussi par la suite fournie aux fermes, notamment la surveillance de projets pilotes existants et la mise en place de nouveaux projets pilotes au centre de formation. Des accords seront conclus avec les agriculteurs afin de poursuivre la mise en oeuvre des solutions de remplacement appropriées en matière de bromure de méthyle et de fournir et installer du matériel et des équipements agricoles. La collaboration avec les principaux intéressés se poursuivra.

Demande de changement d'agence d'exécution

46. La première tranche des fonds du PNUD disponibles en vue de l'élimination totale de bromure de méthyle au Kenya a été décaissée par l'UNOPS au nom du PNUD. Le financement disponible grâce aux tranches approuvées aux 44^e et 50^e réunions (510 659 \$ US) devait être décaissé par le bureau du PNUD au Kenya selon le mode d'exécution national. Cette modification à la mise en oeuvre du projet a retardé la mise en oeuvre des programmes de travail associés aux deux dernières tranches. Afin d'accélérer le travail, le gouvernement du Kenya a demandé au PNUD de présenter une proposition au Comité exécutif pour le transfert du projet à l'ONUDI pour mise en oeuvre. Le gouvernement du Kenya demande aussi de prolonger le projet d'élimination de 2008 à 2009 afin de terminer des activités qui assureront l'élimination durable du bromure de méthyle. Tous les intéressés au niveau national, ainsi que le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI, sont entièrement d'accord avec cette demande.

47. Le PNUD propose donc de retourner le solde non dépensé de 510 659 \$ US à la 53^e réunion afin que, après le transfert, le travail puisse être poursuivi par l'ONUDI. La structure actuelle du projet sera conservée, et le spécialiste national et le coordonnateur de projet actuels demeureront aussi en place.

Observations du Secrétariat

48. Pendant son examen du projet, le Secrétariat a pris note que la consommation de 34,2 tonnes PAO de bromure de méthyle déclarée en 2006 par le gouvernement du Kenya en vertu de l'Article 7 du Protocole de Montréal était de 139,8 tonnes PAO inférieure à la consommation admissible de 174,0 tonnes PAO pour cette année. Cette consommation est aussi de 28,8 tonnes PAO inférieure à la consommation maximale admissible pour cette année dans le cadre de l'accord entre le gouvernement et le Comité exécutif.

49. À la demande du Secrétariat, le gouvernement de l'Allemagne et le PNUD ont présenté un rapport satisfaisant sur la viabilité à long terme des technologies de remplacement sélectionnées, sur les principaux problèmes décelés, et sur la façon dont ces problèmes avaient été traités. Des renseignements ont aussi été fournis sur les modalités de transfert du PNUD à

l'ONUDI du financement restant de l'élément du projet portant sur les fleurs coupées (510 659 \$ US).

Recommandations du Secrétariat

50. Sur la base des précédentes observations et des observations du Secrétariat, le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport périodique sur la mise en oeuvre du projet sur le transfert de la technologie en vue de l'élimination du bromure de méthyle pour la fumigation des sols au Kenya;
- b) Approuver la demande du gouvernement du Kenya de remplacer le PNUD par l'ONUDI comme agence d'exécution responsable de l'achèvement de l'élimination du bromure de méthyle dans le secteur des fleurs coupées;
- c) Approuver les conditions révisées convenues pour l'élimination du bromure de méthyle au Kenya, tel que l'indique l'annexe I du présent document.

Appendice I

CONDITIONS RÉVISÉES CONVENUES VISANT L'ÉLIMINATION DU BROMURE DE MÉTHYLE AU KENYA (PROJET)

1. Le Comité exécutif convient :

- a) À sa 38^e réunion, d'approuver en principe un montant de 1 595 811 \$ US (dont 574 492 \$ US seront attribués au gouvernement de l'Allemagne et 1 021 319 \$ US au PNUD), ce qui représenterait la totalité des fonds qui seront disponibles pour le Kenya afin de réaliser l'élimination complète de 97 tonnes PAO de bromure de méthyle utilisé pour la fumigation des sols dans le secteur des fleurs coupées (63 tonnes PAO), des légumes, des fruits, des lits de semence, et des pépinières (34 tonnes PAO); et
- b) À sa 53^e réunion, d'approuver la demande du gouvernement du Kenya de remplacer le PNUD par l'ONUDI comme agence d'exécution responsable de l'élimination finale du bromure de méthyle dans le secteur des fleurs coupées.

2. Tel qu'elle a été déclarée au Secrétariat de l'Ozone et en accord avec les renseignements contenus dans le projet au Comité exécutif, la consommation de référence de bromure de méthyle permettant de réaliser la conformité au Kenya est de 202 tonnes PAO, et la consommation de bromure de méthyle a été de 111 tonnes PAO en 2001, excluant 21 tonnes PAO qui, selon le Kenya, sont utilisées pour des applications sanitaires et préalables à l'expédition.

3. Les réductions découlant de la mise en oeuvre du projet permettront de s'assurer que le Kenya respecte le calendrier des réductions indiquées ci-dessous. À cet égard, le Kenya s'engage, par le truchement de la mise en oeuvre du projet, à réduire la consommation nationale totale des usages réglementés de bromure de méthyle sous les niveaux de consommation de chaque année indiquée :

Année	Bromure de méthyle à éliminer par année (tonnes PAO)			Niveaux maximums de consommation de bromure de méthyle, excluant les applications sanitaires et préalables à l'expédition (tonnes PAO) b)
	Fleurs coupées (PNUD/UNIDO)	Horticulture (Allemagne)	Total a)	
2001	-	-	-	111
2004	10	5	15 a)	96
2006	21	12	33	63
2008	22	12	34	29
2009	10	5	15	14
2010	0	0	0	14 b) et c)

- a) Le projet vise à accélérer les réductions si possible. Le gouvernement du Kenya peut choisir d'accélérer le calendrier de réduction du bromure de méthyle s'il le désire, sans pénalité au budget du projet.
- b) Sauf le bromure de méthyle, les importations et les applications sanitaires et préalables à l'expédition
- c) Pour des usages non en rapport avec les sols, comme le stockage des céréales et les structures

4. Le projet permettra d'éliminer tout le bromure de méthyle utilisé pour la fumigation des sols au Kenya. Le Kenya s'engage à respecter de façon permanente les niveaux de consommation indiqués ci-dessus en restreignant les importations et en mettant à exécution les autres politiques jugées nécessaires.

5. Le financement du projet sera décaissé par le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI, selon les dispositions budgétaires annuelles figurant au tableau suivant :

Année	Allemagne	PNUD	ONUDI	Total
2002	0	510 660		510 660
2003	287 247			287 247
2004	172 347			172 347
2005				
2006	114 898			114 898
2007			510 659*	510 659
Total	574 491	510 660	510 659	1 595 811

* Transféré du PNUD à la 53^e réunion.

6. Le gouvernement du Kenya a examiné les données sur la consommation indiquées dans ce projet et il est persuadé qu'elles sont exactes. Par conséquent, le gouvernement conclut le présent accord avec le Comité exécutif en étant entendu que, si une consommation supplémentaire de bromure de méthyle pour la fumigation des sols était découverte plus tard, il incomberait uniquement au gouvernement d'en assurer l'élimination. La consommation restante de 14 tonnes PAO indiquée dans le calendrier ci-dessus est utilisée pour des produits stockés, des artefacts, et des structures. La consommation restante sera traitée dans un projet d'élimination futur séparé.

7. Le gouvernement du Kenya, de concert avec le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI, disposera de la souplesse nécessaire lui permettant d'organiser et de mettre en oeuvre les éléments du projet qu'il juge importants afin de respecter les engagements en matière d'élimination du bromure de méthyle pris ci-dessus. Le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI conviennent de gérer le financement du projet de manière à assurer la réalisation des réductions particulières de la consommation de bromure de méthyle convenues. Le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI doivent aussi présenter chaque année au Comité exécutif un rapport sur les progrès réalisés dans la réduction de la consommation requise par le projet.

8. Ces conditions convenues entre le gouvernement du Kenya et le Comité exécutif ont été mises à jour à la suite du changement de l'agence d'exécution, tel que mentionné dans le paragraphe 1 b) ci-dessus, sans aucune incidence sur le projet signé par les secrétaires permanents du ministère de l'agriculture et de celui de l'environnement, des ressources naturelles et de la nature au début du projet.

- - -

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
AFGHANISTAN						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$150,000	\$0	\$150,000	
Total for Afghanistan			\$150,000		\$150,000	
ALGERIA						
PHASE-OUT PLAN						
ODS phase out plan						
National phase-out plan (first tranche)	UNIDO	60.5	\$723,500	\$54,263	\$777,763	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. UNIDO was urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Total for Algeria			60.5	\$723,500	\$54,263	\$777,763
ARGENTINA						
PRODUCTION						
CFC closure						
Strategy for gradual phase-out of CFC-11 and CFC-12 production: 2007 annual programme	IBRD		\$0	\$120,000	\$120,000	
<i>The Executive Committee took note of the verification report of the 2006 CFC production at FIASA.</i>						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
National CFC phase-out plan: 2008 work programme	UNIDO	1,509.5	\$1,167,350	\$87,551	\$1,254,901	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension for institutional strengthening project (phase V)	UNDP		\$311,567	\$23,368	\$334,935	
Total for Argentina			1,509.5	\$1,478,917	\$230,919	\$1,709,836
ARMENIA						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Preparation for a terminal phase-out management plan	UNDP		\$12,000	\$900	\$12,900	
Preparation for a terminal phase-out management plan	UNEP		\$18,000	\$2,340	\$20,340	
Total for Armenia			\$30,000	\$3,240	\$33,240	
BAHRAIN						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase V)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000	
Total for Bahrain			\$60,000		\$60,000	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total
BANGLADESH					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of the institutional strengthening project (phase V)	UNDP		\$130,000	\$9,750	\$139,750
Total for Bangladesh			\$130,000	\$9,750	\$139,750
BELIZE					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for the phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	UNDP		\$122,000	\$10,980	\$132,980
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for the phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	UNEP		\$53,000	\$6,890	\$59,890
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$76,700	\$0	\$76,700
Total for Belize			\$251,700	\$17,870	\$269,570
BHUTAN					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase II)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
Total for Bhutan			\$60,000		\$60,000
BOLIVIA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$78,867	\$0	\$78,867
Total for Bolivia			\$78,867		\$78,867
BOTSWANA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$78,173	\$0	\$78,173
Total for Botswana			\$78,173		\$78,173

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
BRAZIL						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
National CFC phase-out plan (sixth tranche)	UNDP	576.0	\$870,000	\$63,500	\$933,500	
<i>UNDP was requested to report upon submission of the seventh tranche on progress with extending the quota system to all ODS; and not to submit the eighth tranche prior to an extension of the quota system to all CFC.</i>						
Total for Brazil		576.0	\$870,000	\$63,500	\$933,500	
CAMBODIA						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan for the phase-out of CFCs (first tranche)	UNDP	3.5	\$195,000	\$14,625	\$209,625	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Terminal phase-out management plan for the phase-out of CFCs (first tranche)	UNEP		\$120,000	\$15,600	\$135,600	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$112,667	\$0	\$112,667	
Total for Cambodia		3.5	\$427,667	\$30,225	\$457,892	
CAMEROON						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$139,532	\$0	\$139,532	
Total for Cameroon			\$139,532		\$139,532	
CHAD						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan (first tranche)	UNDP		\$92,000	\$8,280	\$100,280	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Terminal phase-out management plan (first tranche)	UNEP		\$94,000	\$12,220	\$106,220	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Total for Chad			\$186,000	\$20,500	\$206,500	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
CHINA						
FOAM						
Sectoral phase out plan						
Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2007 annual programme	IBRD	551.0	\$2,676,000	\$240,840	\$2,916,840	
Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2008 annual programme	IBRD		\$1,767,000	\$159,030	\$1,926,030	
HALON						
Sectoral phase out plan						
Sector plan for halon phase-out in China: 2008 annual programme	IBRD		\$300,000	\$22,500	\$322,500	
<i>China and the World Bank were requested to continue to report on the use of remaining unused funds until they are expended. China was also requested to remove condition (g) of decision 23/22 requiring China to endeavour to prevent exports to developed countries of recovered/reclaimed halon in the light of the UNEP study on challenges associated with halon banking in developing countries, approved in decision 52/27.</i>						
REFRIGERATION						
Sectoral phase out plan						
Refrigeration servicing sector CFC phase-out plan (fourth tranche)	UNIDO	793.0	\$700,000	\$52,500	\$752,500	
SOLVENT						
Multiple solvents						
ODS phase-out in China solvent sector: 2008 annual programme	UNDP	85.0	\$1,480,000	\$111,000	\$1,591,000	
	Total for China	1,429.0	\$6,923,000	\$585,870	\$7,508,870	
COOK ISLANDS						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase II, UNEP first year)			\$15,000	\$0	\$15,000	
	Total for Cook Islands		\$15,000		\$15,000	
COSTA RICA						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VII)	UNDP		\$140,513	\$10,538	\$151,051	
	Total for Costa Rica		\$140,513	\$10,538	\$151,051	
COTE D'IVOIRE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$106,340	\$0	\$106,340	
	Total for Cote D'Ivoire		\$106,340		\$106,340	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
CUBA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase VI)	UNDP		\$149,066	\$11,180	\$160,246
	Total for Cuba		\$149,066	\$11,180	\$160,246
EL SALVADOR					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I substances (first tranche)	UNEP		\$20,000	\$2,600	\$22,600
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for Annex A Group I substances (first tranche)	UNDP	16.0	\$230,000	\$17,250	\$247,250
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
	Total for El Salvador	16.0	\$250,000	\$19,850	\$269,850
GAMBIA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNDP		\$99,500	\$8,955	\$108,455
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP		\$93,000	\$12,090	\$105,090
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
	Total for Gambia		\$192,500	\$21,045	\$213,545
GEORGIA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNDP	3.4	\$108,820	\$8,162	\$116,982
	Total for Georgia	3.4	\$108,820	\$8,162	\$116,982

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total
GHANA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan (second tranche)	UNDP	12.2	\$140,500	\$10,538	\$151,038
Total for Ghana		12.2	\$140,500	\$10,538	\$151,038
GUYANA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for the phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	UNDP		\$124,000	\$11,160	\$135,160
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for the phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	UNEP		\$58,000	\$7,540	\$65,540
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Total for Guyana			\$182,000	\$18,700	\$200,700
HONDURAS					
FUMIGANT					
Methyl bromide					
National methyl bromide phase-out plan, phase II (second tranche)	UNIDO	47.5	\$800,000	\$60,000	\$860,000
Total for Honduras		47.5	\$800,000	\$60,000	\$860,000
INDONESIA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNDP		\$271,245	\$20,343	\$291,588
Total for Indonesia			\$271,245	\$20,343	\$291,588
IRAN					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase VI, second year)	UNDP		\$86,756	\$6,507	\$93,263
Total for Iran			\$86,756	\$6,507	\$93,263

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
KIRIBATI					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of institutional strengthening project (phase II, second year)	UNEP		\$30,000	\$0	\$30,000
	Total for Kiribati		\$30,000		\$30,000
KOREA, DPR					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase V)	UNEP		\$130,000	\$0	\$130,000
	Total for Korea, DPR		\$130,000		\$130,000
KUWAIT					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$105,320	\$0	\$105,320
	Total for Kuwait		\$105,320		\$105,320
LEBANON					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
National phase-out management plan for Annex-A Group-I substances (CFCs) (fourth tranche)	UNDP	40.0	\$100,000	\$7,500	\$107,500
	Total for Lebanon	40.0	\$100,000	\$7,500	\$107,500
LESOTHO					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Lesotho		\$60,000		\$60,000
LIBERIA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNDP		\$104,000	\$9,360	\$113,360
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP		\$131,500	\$17,095	\$148,595
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
	Total for Liberia		\$235,500	\$26,455	\$261,955

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
MACEDONIA						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan for CFCs (third tranche)	UNIDO	5.0	\$15,000	\$1,125	\$16,125	
Total for Macedonia		5.0	\$15,000	\$1,125	\$16,125	
MALAWI						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNDP		\$125,500	\$11,295	\$136,795	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP		\$95,000	\$12,350	\$107,350	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$66,733	\$0	\$66,733	
Total for Malawi			\$287,233	\$23,645	\$310,878	
MALAYSIA						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VII)	UNDP	23.1	\$279,500	\$20,963	\$300,463	
Total for Malaysia		23.1	\$279,500	\$20,963	\$300,463	
MALI						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNDP		\$172,000	\$12,900	\$184,900	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP		\$120,000	\$15,600	\$135,600	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>						
Total for Mali			\$292,000	\$28,500	\$320,500	

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
MARSHALL ISLANDS					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase II, UNEP second year)			\$30,000	\$0	\$30,000
Total for Marshall Islands			\$30,000		\$30,000
MAURITANIA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP		\$96,000	\$12,480	\$108,480
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNDP		\$85,000	\$7,650	\$92,650
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Total for Mauritania			\$181,000	\$20,130	\$201,130
MAURITIUS					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
Total for Mauritius			\$60,000		\$60,000
MONGOLIA					
PHASE-OUT PLAN					
ODS phase out plan					
Terminal phase-out management plan (second tranche)	Japan		\$55,000	\$7,150	\$62,150
Total for Mongolia			\$55,000	\$7,150	\$62,150
MONTENEGRO					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out plan for CFCs (first tranche)	UNIDO	3.0	\$175,000	\$13,125	\$188,125
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. UNIDO was urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>					
Total for Montenegro		3.0	\$175,000	\$13,125	\$188,125

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
MOROCCO					
FUMIGANT					
Methyl bromide					
Phase-out of methyl bromide used for soil fumigation in tomato production (fifth tranche)	UNIDO	78.0	\$424,381	\$31,829	\$456,210
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of the institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$156,000	\$0	\$156,000
	Total for Morocco	78.0	\$580,381	\$31,829	\$612,210
NAMIBIA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase V)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Namibia		\$60,000		\$60,000
NAURU					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase II, first year)	UNEP		\$15,000	\$0	\$15,000
	Total for Nauru		\$15,000		\$15,000
NIGER					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VI)	UNEP		\$64,827	\$0	\$64,827
	Total for Niger		\$64,827		\$64,827
NIUE					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase II)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Niue		\$60,000		\$60,000
PAKISTAN					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase IV, second year)	UNDP		\$112,234	\$8,418	\$120,652
	Total for Pakistan		\$112,234	\$8,418	\$120,652

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
PALAU					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of institutional strengthening project (phase II, second year)	UNEP		\$30,000	\$0	\$30,000
	Total for Palau		\$30,000		\$30,000
PARAGUAY					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Paraguay		\$60,000		\$60,000
QATAR					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNEP		\$65,000	\$8,450	\$73,450
Terminal phase-out management plan (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNIDO	3.0	\$242,500	\$18,188	\$260,688
	Total for Qatar	3.0	\$307,500	\$26,638	\$334,138
RWANDA					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNDP		\$124,500	\$11,205	\$135,705
Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNEP		\$110,000	\$14,300	\$124,300
	Total for Rwanda		\$234,500	\$25,505	\$260,005
SAUDI ARABIA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Institutional strengthening (establishment of Ozone Unit)	UNEP		\$300,000	\$0	\$300,000
	Total for Saudi Arabia		\$300,000		\$300,000

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total
SENEGAL					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VII)	UNEP		\$152,100	\$0	\$152,100
	Total for Senegal		\$152,100		\$152,100
SEYCHELLES					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Seychelles		\$60,000		\$60,000
SOLOMON ISLANDS					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of institutional strengthening project (phase II, second year)	UNEP		\$30,000	\$0	\$30,000
	Total for Solomon Islands		\$30,000		\$30,000
SUDAN					
PHASE-OUT PLAN					
ODS phase out plan					
National CFC/CTC phase-out plan (third tranche)	UNIDO	65.0	\$220,000	\$16,500	\$236,500
	Total for Sudan	65.0	\$220,000	\$16,500	\$236,500
SWAZILAND					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
Preparation for a terminal phase-out management plan	UNDP		\$15,000	\$1,125	\$16,125
Preparation for a terminal phase-out management plan	UNEP		\$15,000	\$1,950	\$16,950
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase III)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000
	Total for Swaziland		\$90,000	\$3,075	\$93,075
THAILAND					
PHASE-OUT PLAN					
CFC phase out plan					
National CFC phase-out plan: 2007 annual implementation plan	IBRD	209.0	\$550,000	\$49,500	\$599,500
<i>The Executive Committee took note, with appreciation, of the verification audit of the imports of CFC, TCA and CTC in Thailand for the year 2005.</i>					
	Total for Thailand	209.0	\$550,000	\$49,500	\$599,500

List of projects and activities recommended for blanket approval

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/15
Annex I

Project Title	Agency	ODP (tonnes)	Funds recommended (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
TURKEY						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Total phase-out of CFCs plan: Implementation status of 2007AP and verification report for CFC consumption for 2007	IBRD		\$0	\$30,000	\$30,000	
Total for Turkey				\$30,000	\$30,000	
WESTERN SAMOA						
PHASE-OUT PLAN						
CFC phase out plan						
Terminal phase-out management plan (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNDP		\$45,000	\$4,050	\$49,050	
Terminal phase-out management plan (first tranche) <i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee. The agencies were urged to take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the TPMP.</i>	UNEP		\$55,000	\$7,150	\$62,150	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase IV)	UNEP		\$60,000	\$0	\$60,000	
Total for Western Samoa			\$160,000	\$11,200	\$171,200	
YEMEN						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase V)	UNEP		\$170,000	\$0	\$170,000	
Total for Yemen			\$170,000		\$170,000	
GRAND TOTAL		4,083.6	\$19,322,191	\$1,554,258	\$20,876,449	

Annex II**LIST OF PROJECTS FOR INDIVIDUAL CONSIDERATION**

Country	Project	Agency	Issue
Aerosol sector			
China	Sector plan for the phase-out of CFC consumption in MDI sector	UNIDO	Disagreement on cost but project needed to complete CFC phase-out
Mexico	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol MDIs	UNIDO	No CFC eligible consumption quota reserved for MDI
CFC phase-out plans			
Cuba	National ODS phase-out plan for CFCs: 2006 and 2007 annual implementation plan	UNDP	Correction to an error in the Agreement
Djibouti	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP, UNDP	Cost and other issues under discussion
Maldives	Terminal phase-out management plan (first tranche)	UNEP, UNDP	Cost and other issues under discussion
Saudi Arabia	Capacity building and technical assistance	UNEP, UNIDO	Possibility of non-compliance in 2007
Togo	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP, UNDP	Cost and other issues under discussion
Zambia	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	UNEP, UNDP	Cost and other issues under discussion
Process agent			
Brazil	Phase-out of CTC as process agent in two applications at Braskem	UNDP	Cost and other issues under discussion
China	Phase-out the production of CTC for process agent and other non-identified uses (phase I): 2008 annual programme		Delayed disbursement until 54 th Meeting when verification is ready
China	Phase-out the production and consumption of CTC for process agent and other non-identified uses (phase II)		Delayed disbursement until 55 th Meeting when verification is ready. China's request to amend the ceiling from 14,300 ODP tonnes to 6,600 ODP tonnes
Production sector			
Argentina	Accelerated phase-out plan for CFC production	IBRD	Acceleration under intersessional approval
China	Sector plan for CFC production phase-out: 2008 annual programme	IBRD	2008 tranche to be released at 54 th Meeting
Romania	Sector plan for production sector (fourth tranche)	UNIDO	Advance for 2008 tranche questionable for not completing 2007 work plan